

1981, chapitre 38

LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA VILLE DE SAINTE-FOY

Projet de loi n° 241

présenté par M. Louis O'Neill

Première lecture le 16 décembre 1980

Deuxième lecture le 10 mars 1981

Troisième lecture le 10 mars 1981

Sanctionnée le 11 mars 1981

Entrée en vigueur le 11 mars 1981

Loi modifiée:

Charte de la ville de Sainte-Foy (1976, chapitre 56)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 38

Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy

[Sanctionnée le 11 mars 1981]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Sainte-Foy a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 56 des lois de 1976, soit modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1976, c. 56
a. 7, mod.

1. L'article 7 de la Charte de la ville de Sainte-Foy (1976, chapitre 56) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 4 de l'article 51*b* édicté par cet article par le suivant:

Secrétaire
du comité.

«4. Le greffier de la ville ou le greffier-adjoint est le secrétaire du comité.»;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 7 de l'article 51*b* édicté par cet article par le suivant:

«*a*) faire rapport au conseil de toute matière de la juridiction du conseil et que ce dernier lui a soumise, sauf prescription contraire. Si la résolution du conseil a été adoptée par la majorité des membres présents du conseil, le comité doit lui faire rapport dans les trente jours de l'adoption de la résolution;»;

3° par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 8 de l'article 51*b* édicté par cet article par le suivant:

«*b*) le budget annuel des revenus et des dépenses au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis ou autres redevances municipales;»;

4° par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 23 de l'article 51*b* édicté par cet article par le suivant:

Nomina-
tion, sus-
pension,
desti-
tution.

«23. Le greffier, le trésorier et les chefs de services et leurs adjoints, sauf le gérant et ses adjoints, sont nommés par le conseil

sur rapport du comité. Ce rapport peut être amendé ou rejeté à la majorité absolue de tous les membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par la majorité absolue de ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer. ».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 65.16,
aj. pour
la ville.

2. La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifiée, pour la ville de Sainte-Foy, par l'insertion, après l'article 65.15, du suivant:

Rémuné-
ration du
président.

«**65.16** Le président du conseil reçoit comme rémunération annuelle une somme de trois mille dollars dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à cette charge.

Loi
applicable.

Cette rémunération est assujettie aux articles 65.11 à 65.13 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). ».

1976, c. 56,
a. 9, remp.

3. L'article 9 de la Charte de la ville de Sainte-Foy est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 193,
a. 64b, aj.
pour la
ville

«**9.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 64a, du suivant:

Pension
annuelle.

«**64b.** Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant au moins sept années au 31 décembre 1974, qui était membre du conseil à cette date et qui aura cessé de remplir cette fonction depuis cette date, une pension annuelle de mille cinq cents dollars payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Contri-
bution.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront avoir versé au fonds d'administration générale une contribution égale à cinq pour cent de leur rémunération annuelle avec rétroactivité de cinq ans ou à compter de leur entrée en fonction pour ceux qui occupent leur charge depuis moins de cinq ans.

Augmen-
tation de
la pension.

Cette pension est augmentée d'une somme de cinq cents dollars pour chaque année ou chaque partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de maire et d'une somme de deux cents dollars pour chaque année ou chaque partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de conseiller; cependant, la pension est limitée en toute circonstance à cinq mille dollars.

Paiement
inter-
rompu.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent,

une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la ville.

Calcul. En calculant une telle période de sept années, une partie d'année est comptée comme une année entière.

Municipalité fusionnée. Les années de service d'un membre du conseil d'une municipalité fusionnée s'appliquent également.».

1976, c. 56, a. 11, mod. 4. L'article 11 de cette charte est modifié par le remplacement de l'article 108 tel que remplacé par cet article par le suivant:

Nomination du gérant. «**108.** Le conseil nomme le gérant et détermine son traitement, ainsi que les conditions et les modalités de son engagement par le vote à la majorité absolue de tous les membres du conseil.

Ancien membre. Il est interdit à un ancien membre du conseil d'exercer la fonction de gérant, si ce n'est après l'expiration de deux années qui suivent la fin de son mandat.

Suspension ou destitution. Seul le conseil a le droit de suspendre le gérant, de diminuer son traitement ou de le destituer par un vote à la majorité absolue de tous les membres du conseil. Le gérant, dans les huit jours, peut interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

Adjoints. Sur la recommandation du gérant, le conseil peut lui nommer un ou des adjoints.

Absence ou incapacité. Dans les cas d'absence ou d'incapacité du gérant, l'adjoint désigné par résolution du conseil a les mêmes attributions et les mêmes devoirs. Le présent article s'applique également à tout adjoint.».

L.R.Q., c. C-19, a. 412, mod. pour la ville. 5. L'article 412 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié, pour la ville, par l'insertion, après le paragraphe 23°, du suivant:

«23° 1 Pour obliger tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, de tout bâtiment ou de toute catégorie de bâtiment, à pourvoir ce bâtiment de détecteurs de chaleur, de système d'alarme, de gicleurs automatiques, d'extincteurs, de boyaux d'incendie ou d'autres équipements ou appareils destinés à avertir en cas d'incendie ou à éteindre ou combattre le feu, ainsi que d'équipements ou d'appareils de sauvetage en cas d'incendie; pour accorder une subvention pour défrayer les coûts d'installation de tels appareils ou de tels équipements selon les conditions déterminées par règlement.

Pour obliger tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, d'un bâtiment dans lequel sont

installés ces appareils ou cet équipement, à maintenir ces appareils ou cet équipement en parfait état de fonctionnement;».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 415,
mod. pour
la ville.

6. L'article 415 de cette loi est modifié, pour la ville:

1° par l'addition, au paragraphe 9°, du sous-paragraphe suivant:

«c) Pour réglementer la construction et l'usage d'allées de circulation pour piétons, intérieures et extérieures ou de passerelles à travers ou sur les immeubles du centre-ville et pour décréter l'ouverture de telles voies, chemins, pistes, bandes, allées ou passerelles, pour en décréter la fermeture, l'élargissement, le prolongement ou tout changement, et pour prévoir le mode de construction ou d'entretien de ces constructions; un tel règlement ne peut être adopté et mis en vigueur que conformément à une entente préalable conclue entre la ville et le propriétaire de l'immeuble concerné;»;

2° par l'addition, après le paragraphe 39°, des suivants:

«40° Réglementer ou prohiber la circulation ou le stationnement des véhicules aux endroits qu'elle détermine dans les rues, ruelles, places publiques, ou sur tous terrains publics ou privés qui lui appartiennent ou dont elle a l'usage ou la possession, ainsi que dans ses garages ou parcs de stationnement ou le public a accès. Ce règlement peut établir un tarif des prix exigibles et la manière de percevoir les montants ainsi fixés pour le stationnement des véhicules dans certains de ces endroits;

«41° La ville peut réglementer ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou dans tout bâtiment destiné au stationnement, déterminé par règlement, après entente avec le propriétaire.».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 464,
mod. pour
la ville.

7. L'article 464 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition, après le paragraphe 8°, du suivant:

«8° 1 Malgré toute disposition législative ou réglementaire inconciliable, la ville versera aux officiers en fonction avant le 1^{er} janvier 1962 et qui ont continué de l'être le 1^{er} janvier 1981, une pension qui, ajoutée au montant de rente auquel ces officiers auront droit en vertu de l'un ou l'autre des régimes réglementaires de la ville, accordera un revenu de retraite égal, pour chaque année de service jusqu'à concurrence de 35, à 2% de la moyenne du salaire des cinq années d'emploi les mieux rémunérées dès que les officiers concernés auront atteint l'âge normal de la retraite prévu au régime de rentes de la ville. Lorsque l'officier atteint 65 ans, la pension calculée précédemment est réduite du montant déterminé conformément aux régimes de rentes de la ville de Sainte-Foy pour

tenir compte de la rente payable en vertu du Régime de rentes du Québec.

Si la retraite devait se prendre avant l'âge normal de la retraite du régime de la ville, la pension prévue précédemment sera diminuée de façon à équivaloir à la proportion représentée par les années de service complétées sur le nombre d'années de service que l'officier aurait autrement complétées jusqu'à l'âge normal de la retraite.».

Territoire
de l'Uni-
versité
Laval.

8. La ville de Sainte-Foy et l'Université Laval peuvent, par règlement, conclure une entente prévoyant que les règlements de la ville relatifs à la circulation, au stationnement ou à la sécurité publique, s'appliquent sur tout le territoire de l'Université Laval, y compris la partie de ce territoire située dans la ville de Sillery, et que la Cour municipale de la ville de Sainte-Foy a juridiction sur ce territoire.

Effet de
l'entente.

Une entente ainsi conclue a effet à l'encontre de toute disposition d'une loi générale ou spéciale.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.